



**DOCUMENTS POUR**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**LE 30 OCTOBRE 2020**



**ACTIA GROUP**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 15.074.955,75 Euros

Siège Social : 5, rue Jorge Semprun - 31400 TOULOUSE

542.080.791 RCS TOULOUSE

Site Internet : [www.actia.com](http://www.actia.com) - Adresse électronique : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr)

Catherine MALLET – Tél. : +33 (0)5 61 17 61 08

<b>1.</b>	<b>ORDRE DU JOUR ET PROJET DE RESOLUTION</b>	<b>3</b>
1.1	Ordre du jour	3
1.2	Projet de résolution	3
<b>2.</b>	<b>STATUTS</b>	<b>8</b>
Article 1.	FORME	9
Article 2.	DENOMINATION	9
Article 3.	OBJET	9
Article 4.	SIEGE SOCIAL	9
Article 5.	DATE DE CONSTITUTION – DUREE	9
Article 6.	CAPITAL SOCIAL	10
Article 7.	AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE	10
Article 8.	FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES – FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION	10
Article 9.	MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS	11
Article 10.	TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL	11
Article 11.	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS ORDINAIRES –VOTE	11
Article 12.	CONSEIL D’ADMINISTRATION	12
Article 13.	CENSEURS	13
Article 14.	DIRECTION GENERALE	13
Article 15.	ASSEMBLEES D’ACTIONNAIRES	14
Article 16.	DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES	14
Article 17.	EXERCICE SOCIAL – COMPTES	14
Article 18.	AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE	15
Article 19.	DISSOLUTION – LIQUIDATION	15
<b>3.</b>	<b>RAPPORT DU DIRECTOIRE</b>	<b>16</b>
<b>4.</b>	<b>RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE</b>	<b>19</b>
<b>5.</b>	<b>INFORMATION RELATIVE AU NOMBRE TOTAL DE DROITS DE VOTE ET D’ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL</b>	<b>22</b>
<b>6.</b>	<b>AVIS PREALABLE A L’ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 OCTOBRE 2020</b>	<b>23</b>
<b>7.</b>	<b>NOTICE DE REMPLISSAGE DU FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE</b>	<b>32</b>
<b>8.</b>	<b>FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION</b>	<b>34</b>
<b>9.</b>	<b>DEMANDE D’ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>35</b>

# 1. ORDRE DU JOUR ET PROJET DE RESOLUTION

## 1.1 Ordre du jour

### I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- ❖ Changement de mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration,
- ❖ Modifications statutaires spécifiques,
- ❖ Approbation de la nouvelle rédaction des Statuts de la Société,
- ❖ Transfert au Conseil d'Administration des autorisations et délégations consenties par l'Assemblée Générale au Directoire,

### II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- ❖ Nomination de Monsieur Stanislas BAILLY en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Jean-François CALMELS en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Catherine CASAMATTA en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Carole GARCIA en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Catherine MALLET en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Jean-Louis PECH en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Laura PECH en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Frédéric THRUM en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Véronique VEDRINE en qualité d'Administrateur,
- ❖ Somme fixe annuelle à allouer aux membres du conseil,
- ❖ Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général,
- ❖ Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration,
- ❖ Pouvoirs pour les formalités.

## 1.2 Projet de résolution

### I DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

#### PREMIERE RESOLUTION - CHANGEMENT DE MODE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE LA SOCIETE PAR ADOPTION DE LA FORMULE A CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de modifier, à compter de ce jour, le mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration, régie par les articles L225-17 à L225-56 du Code de Commerce.

En conséquence, l'Assemblée Générale constate la cessation, de plein droit, des mandats de l'ensemble des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance (y compris celui représentant les salariés).

L'Assemblée Générale prend acte de la poursuite des mandats des Commissaires aux Comptes titulaires en fonction pour la durée de leur mandat initialement fixée, à savoir :

- **le cabinet KPMG AUDIT** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- **le cabinet BMA** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

## DEUXIEME RESOLUTION – MODIFICATIONS STATUTAIRES SPECIFIQUES

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide :

### ❖ De prévoir l'obligation de déclarer des franchissements de seuils statutaires

- D'introduire dans les Statuts, conformément aux dispositions de l'article L233-7 III et VI du Code de Commerce, l'obligation de déclarer le franchissement, à la hausse ou à la baisse, du seuil de 1% du capital ou des droits de vote ou tout multiple de cette fraction jusqu'au seuil de 5% inclus, étant précisé qu'à défaut une privation temporaire de droits de vote pourrait être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ;
- D'insérer les paragraphes suivants à la fin de l'article 8.3 des nouveaux projets de Statuts (dont l'adoption fait l'objet de la résolution suivante) :

*« En outre, toute personne physique ou morale qui, seule ou de concert, vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à 1 % du capital ou des droits de vote ou un multiple de cette fraction jusqu'au seuil de 5 % inclus, est tenue d'informer par lettre recommandée avec accusé de réception la Société dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, du nombre d'actions, de valeurs mobilières donnant accès au capital et des droits de vote qui y sont attachés, qu'elle détient. Pour l'application de cette obligation statutaire, les seuils de participation sont déterminés dans les mêmes conditions que les seuils de participation légaux.*

*En cas de non-respect de l'obligation statutaire, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital social ou des droits de vote. »*

### ❖ De prévoir la faculté d'accorder aux actionnaires une option pour le paiement du dividende en actions

- D'introduire dans les Statuts, conformément aux dispositions de l'article L232-18 du Code de Commerce, la faculté pour l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions ;
- D'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'article 18 des nouveaux projets de Statuts (dont l'adoption fait l'objet de la résolution suivante) :

*« L'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions. »*

## TROISIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA NOUVELLE REDACTION DES STATUTS DE LA SOCIETE

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du texte des nouveaux projets de Statuts, et en conséquence de la première résolution relative à l'adoption de la formule à Conseil d'Administration, adopte article par article, puis dans son ensemble, le nouveau texte des Statuts (intégrant les changements inhérents à l'adoption du nouveau mode d'administration et de direction de la Société ainsi que les modifications spécifiques approuvées aux termes de la seconde résolution), qui régira la Société à compter de ce jour, et dont un exemplaire est annexé.

## **QUATRIEME RESOLUTION - TRANSFERT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES AUTORISATIONS ET DELEGATIONS CONSENTIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE**

L'Assemblée Générale, en conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société et de l'adoption corrélative des nouveaux Statuts faisant l'objet des première et troisième résolutions, constate que l'ensemble des délégations et autorisations consenties antérieurement par l'Assemblée Générale au Directoire aux termes des résolutions visées ci-dessous, bénéficieront désormais au Conseil d'Administration, pour leur durée restant à courir :

- L'autorisation à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L225-209 du Code de Commerce, qui deviendra l'article L22-10-62 du Code de Commerce, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2020 dans le cadre de sa douzième résolution à caractère ordinaire ;
- La délégation de compétence pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise en application des articles L3332-18 et suivants du Code du Travail consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2019 dans le cadre de sa onzième résolution à caractère extraordinaire.

## **II DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

### **CINQUIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR STANISLAS BAILLY EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Stanislas BAILLY en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

### **SIXIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS CALMELS EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jean-François CALMELS en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### **SEPTIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME MARINE CANDELON-BONNEMAISON EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### **HUITIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME CATHERINE CASAMATTA EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Catherine CASAMATTA en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

#### **NEUVIEME RESOLUTION – NOMINATION DE MADAME CAROLE GARCIA EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Carole GARCIA en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

#### **DIXIEME RESOLUTION – NOMINATION DE MADAME CATHERINE MALLET EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Catherine MALLET en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

#### **ONZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR JEAN-LOUIS PECH EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jean-Louis PECH en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

#### **DOUZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME LAURA PECH EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Laura PECH en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

#### **TREIZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR FREDERIC THRUM EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Frédéric THRUM en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

#### **QUATORZIEME RESOLUTION – NOMINATION DE MADAME VERONIQUE VEDRINE EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Véronique VEDRINE en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

#### **QUINZIEME RESOLUTION - SOMME FIXE ANNUELLE A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de fixer la somme fixe annuelle à allouer au Conseil d'Administration à seize mille (16 000) euros.

Cette décision applicable à l'exercice en cours sera maintenue jusqu'à nouvelle décision.



#### **SEIZIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-37-2 du Code de Commerce, approuve la politique de rémunération du Président Directeur général présentée dans le rapport du Conseil de surveillance.

#### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-37-2 du Code de Commerce, approuve la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration présentée dans le rapport du Conseil de surveillance.

#### **DIX-HUITIEME RESOLUTION - POUVOIRS POUR LES FORMALITES**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

# ACTIA Group

Société Anonyme au capital de 15.074.955,75 Euros  
Siège Social : 5, rue Jorge Semprun – 31400 TOULOUSE  
542 080 791 RCS TOULOUSE

## PROJET DE STATUTS

## ADOPTES LE [\_\_]



## Article 1. FORME

La Société régie par les présents statuts est une Société Anonyme (SA) de nationalité française.

## Article 2. DENOMINATION

La dénomination sociale est « ACTIA Group ».

Dans tous les actes, lettres, factures, et autres documents de toute nature émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être suivie de la mention « Société Anonyme », de l'énonciation du montant du Capital Social ainsi que de l'indication de l'immatriculation principale de la Société au R.C.S.

## Article 3. OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- ❖ L'étude, la conception, la réalisation et l'entretien d'après-vente de système mécaniques, hydrauliques, électriques, électroniques ;
- ❖ Toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter le développement, la réalisation ou la commercialisation ;
- ❖ La concession, la franchise de toutes marques, brevets, produits ou services et plus généralement la participation de la Société à toutes entreprises ou Sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes et ce par tous moyens notamment par voie de création de Sociétés nouvelles, apports, fusions, alliances ou Sociétés en participation ;
- ❖ La gestion de son portefeuille titres ainsi que toutes opérations mobilières ou immobilières et prestations de services s'y rapportant ;
- ❖ La fourniture de prestations en matière notamment, juridique, financière, comptable, administrative, d'organisation et de gestion, de communication, de marketing et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à toute activité similaire ou connexe.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

## Article 4. SIEGE SOCIAL

Le Siège Social est fixé à TOULOUSE (Haute-Garonne) 5, rue Jorge Semprun

Adresse postale : ACTIA Group SA – 5 Rue Jorge Semprun - BP 74215 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

## Article 5. DATE DE CONSTITUTION – DUREE

La Société a été constituée le 27 septembre 1907.

La durée de la Société, initialement fixée à cinquante années, à compter du 27 septembre 1907, jour de sa constitution, a, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 18 décembre 1956, été prorogée pour une durée de 99 ans, à compter du 27 septembre 1957, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

## **Article 6. CAPITAL SOCIAL**

Le Capital Social est fixé à la somme de QUINZE MILLIONS SOIXANTE QUATORZE MILLE NEUF CENT CINQUANTE CINQ EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTS (15.074.955,75 Euros). Il est divisé en VINGT MILLIONS QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE NEUF CENT QUARANTE ET UNE (20.099.941) actions ordinaires de 0,75 euro de valeur nominale.

## **Article 7. AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La Société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus du quart du capital social.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie, dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

## **Article 8. FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES – FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION**

8-1 Sauf dispositions contraires du contrat d'émission ou de la loi, les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent la forme nominative ou au porteur au choix de leur titulaire. Ils ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

8-2 En vue de l'identification des propriétaires des titres au porteur, la Société pourra, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, demander, à tout moment, les informations concernant les propriétaires de ses actions et des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées d'actionnaires.

La Société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5% du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote à ses Assemblées Générales.

8-3 Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux.

En outre, toute personne physique ou morale qui, seule ou de concert, vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à 1% du capital ou des droits de vote ou un multiple de cette fraction jusqu'à 5%, est tenue d'informer par lettre recommandée avec accusé de réception la Société dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, du nombre d'actions, de valeurs mobilières donnant accès au capital et des droits de vote qui y sont attachés, qu'elle détient. Pour l'application de cette obligation statutaire, les seuils de participation sont déterminés dans les mêmes conditions que les seuils de participation légaux.

En cas de non-respect de l'obligation réglementaire et/ou statutaire, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital social ou des droits de vote.

## **Article 9. MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS**

Le capital peut être augmenté par émission d'actions ordinaires ou de préférence, et, le cas échéant, par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits donnant accès au capital attachés ou non à des valeurs mobilières.

Le capital peut également être réduit conformément aux dispositions en vigueur.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus. Sauf dans le cas où l'Assemblée Générale déciderait le règlement en espèces des droits formant rompus, les actionnaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer un droit de conversion, d'échange ou d'attribution doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

## **Article 10. TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL**

Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital se transmettent par virement de compte à compte dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

Leurs cessions et transmissions sont libres. Il en est de même de la cession des droits de souscription à ces titres et valeurs mobilières.

## **Article 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ORDINAIRES –VOTE**

11-1 La possession d'une action ordinaire emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

11-2 Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions ordinaires indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions ordinaires reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

11-3 Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve des exceptions prévues par la loi et les statuts.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins sans interruption au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans tous les cas prévus par la loi et lors d'un transfert par voie de fusion, scission ou transmission universelle du patrimoine par une personne morale actionnaire à une autre société :

- qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote,
- qui la contrôle directement ou indirectement à plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

11-4 Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

## Article 12. CONSEIL D'ADMINISTRATION

12-1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus ; toutefois, ce nombre maximum est porté à vingt-quatre en cas de fusion selon les conditions fixées par la loi.

12-2 La durée des fonctions des Administrateurs est de six années. Par exception, et afin de permettre exclusivement la mise en œuvre ou le maintien de l'échelonnement des mandats, l'Assemblée Générale Ordinaire pourra nommer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration pour une durée de cinq années.

La limite d'âge prévue pour l'ensemble des Administrateurs est fixée à 75 ans. Dès lors qu'un Administrateur atteint l'âge de 75 ans, il est réputé démissionnaire, à l'issue de la prochaine Assemblée Générale.

12-3 Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres son Président. Il détermine, le cas échéant, sa rémunération dans les conditions prévues par la réglementation.

La limite d'âge des fonctions de Président est fixée à 75 ans.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

12-4 Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président à son initiative et, s'il n'assume pas la Direction Générale, sur demande du Directeur Général ou encore, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des Administrateurs. En cas d'empêchement du Président, le Conseil peut être convoqué par au moins deux Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale. La convocation se fait par tous moyens dans un délai minimum de cinq jours avant la réunion sauf cas d'urgence. Elle indique l'ordre du jour qui est fixé par l'auteur de la convocation.

Les réunions se tiennent au Siège Social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'Administration prévues par la réglementation peuvent être prises par consultation écrite des Administrateurs.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les Administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Le Conseil prend ses décisions à la majorité des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Administrateurs.

12-5 Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

12-6 L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil d'Administration, à titre de rémunération, une somme fixe annuelle. Le Conseil répartit cette rémunération entre ses membres, dans les conditions prévues par la réglementation. Il peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou des mandats à eux confiés.

12-7 Le Conseil peut nommer un ou plusieurs Vice-Présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence du Président, à présider les séances du Conseil et les Assemblées.

12-8 Membres représentant les salariés : Outre les Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires et dans la mesure où les dispositions de l'article L225-27-1 du Code de Commerce sont applicables à la Société, le Conseil d'Administration comprend également un ou plusieurs membres représentant les salariés du groupe, étant précisé que suite à l'adoption de la formule à Conseil d'Administration l'élection du ou des Administrateurs représentant les salariés interviendra dans un délai de six mois suivant l'adoption des statuts de Société anonyme à Conseil d'Administration.

Le nombre de membres du Conseil à prendre en compte pour déterminer le nombre d'Administrateurs représentant les salariés est apprécié à la date de désignation des représentants des salariés au Conseil. Ni les Administrateurs élus par les salariés en vertu de l'article L225-27 du Code de Commerce, ni le(s)

Administrateur(s) représentant les salariés actionnaires nommé(s) en vertu de l'article L225-23 du Code de Commerce ne sont pris en compte à ce titre.

Le nombre des Administrateurs représentant les salariés est au moins égal à deux dans les Sociétés dont le nombre d'Administrateurs mentionnés aux articles L. 225-17 et L. 225-18 du Code de Commerce est supérieur à huit et au moins à un s'il est égal ou inférieur à huit.

Au cas où le nombre des Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale dépasse huit, un deuxième Administrateur représentant les salariés est désigné conformément aux dispositions ci-dessous, dans un délai de six mois après la nomination par l'Assemblée Générale Ordinaire du nouvel Administrateur.

En cas de réduction à huit ou moins, du nombre des Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire, cette réduction reste sans effet sur la durée du mandat des représentants des salariés au Conseil d'Administration, qui prend fin à l'arrivée de son terme normal.

Ces membres sont désignés par l'organisation d'une élection auprès des salariés de la Société et de ses filiales, directes ou indirectes, concernées par les conditions fixées à l'article L225-28 du Code de Commerce.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit d'un siège d'Administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu dans les conditions fixées par l'article L225-34 du Code de Commerce.

La durée du mandat des Administrateurs représentant les salariés est fixée à 4 ans à compter de sa désignation.

Dans l'hypothèse où la Société ne serait plus soumise à l'obligation de désignation d'un Administrateur représentant les salariés, le mandat du ou des représentants des salariés au Conseil d'Administration se poursuit alors jusqu'à son terme normal.

### **Article 13. CENSEURS**

Le Conseil d'Administration peut nommer des Censeurs, personnes physiques, qui ont pour seule fonction d'assister aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative. Le nombre des Censeurs ne peut excéder cinq.

La durée de leurs fonctions est de 4 ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les Censeurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par décision du Conseil d'Administration.

Les fonctions de Censeur ne donnent pas droit à rémunération. Ces derniers peuvent obtenir, sur présentation de justificatifs, le remboursement des frais qu'ils sont amenés à exposer dans l'exercice normal de leurs fonctions.

### **Article 14. DIRECTION GENERALE**

La Direction Générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du Conseil ou en dehors d'eux, qui porte le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale. Il peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

La limite d'âge applicable au Directeur Général est fixée à 65 ans.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires ainsi qu'au Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où le Président exerce les fonctions de Directeur Général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer un ou, dans la limite de cinq, plusieurs Directeurs Généraux Délégués dans les conditions prévues par la réglementation. La limite d'âge applicable aux Directeurs Généraux Délégués est fixée à 65 ans.

Les Directeurs Généraux Délégués disposent à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Le Conseil d'Administration fixe, le cas échéant, la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués dans les conditions prévues par la réglementation. Dans le cadre de l'organisation interne de la Société, les pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués peuvent être limités par le Conseil d'Administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.



## Article 15. ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

15-1 Les Assemblées Générales Ordinaires, les Assemblées Générales Extraordinaires et les Assemblées spéciales ont les compétences que leur attribue respectivement la loi.

15-2 Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions légales et réglementaires.

Elles sont réunies au Siège Social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales, de s'y faire représenter ou de voter par correspondance, quel que soit le nombre de ses titres de capital, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux Assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les mêmes conditions.

15.3 Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conformes à la réglementation en vigueur, lorsque le Conseil d'Administration décide l'utilisation de tels moyens de participation, antérieurement à la convocation de l'Assemblée Générale.

15.4 Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être faite par voie électronique.

15.5 Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la Société trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

15.6 Le formulaire de vote par correspondance et la procuration donnée par un actionnaire sont signés par celui-ci, le cas échéant, par un procédé de signature électronique dans les conditions prévues par la réglementation.

15.7 Lorsque les actionnaires peuvent voter par des moyens électroniques de télécommunication, un site exclusivement consacré à ces fins est aménagé.

15.8 Les votes s'expriment soit à main levée soit par tous moyens techniques appropriés décidés par le Conseil d'Administration.

## Article 16. DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et, le cas échéant, à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

A compter du jour où il peut exercer son droit de communication préalable à toute Assemblée Générale, chaque actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, son délégataire est tenu de répondre au cours de la réunion. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société.

## Article 17. EXERCICE SOCIAL – COMPTES

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration arrête les comptes annuels et établit un rapport de gestion et un rapport sur le gouvernement d'entreprise, présentés à l'Assemblée annuelle.

Des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du Conseil d'Administration et présentés à l'Assemblée annuelle, si la Société remplit les conditions exigées pour l'établissement obligatoire de ces comptes.

L'Assemblée Générale statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés, sur rapport du ou des commissaires aux comptes.

## **Article 18. AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est à la disposition de l'Assemblée qui, sur la proposition du Conseil d'Administration peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions.

## **Article 19. DISSOLUTION – LIQUIDATION**

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la Société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par les dispositions légales.

L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus, pour réaliser l'actif, acquitter le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

L'actif net, après remboursement du capital, est partagé également entre toutes les actions ordinaires.



### 3. RAPPORT DU DIRECTOIRE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte à l'effet notamment de délibérer sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

#### À caractère extraordinaire :

- Changement de mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration,
- Modifications statutaires spécifiques,
- Approbation de la nouvelle rédaction des statuts de la Société,
- Transfert au Conseil d'Administration des autorisations et délégations consenties par l'Assemblée Générale au Directoire,

#### À caractère ordinaire :

- Nomination des Administrateurs,
- Somme fixe annuelle à allouer aux membres du Conseil.

#### ❖ **Changement de mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration** (première résolution)

Nous vous proposons de changer le mode d'administration et de direction de notre Société pour adopter la formule à Conseil d'Administration en remplacement de celle à Directoire et Conseil de Surveillance.

En effet, ce changement permettrait :

- Une simplification de la gestion et la direction de la Société avec un seul organe à réunir ;
- Une plus grande efficacité dans la gestion et la direction de la Société ;
- Une réduction des coûts de fonctionnement des organes sociaux de la Société ;
- Une implication plus grande dans le développement et la vie de la Société des personnes intégrées au sein du Conseil d'Administration.

Nous vous rappelons que dans cette formule d'administration des sociétés anonymes, la Société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et dix-huit membres au plus. Le Conseil d'Administration, agissant collégialement, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres son Président.

La Direction Générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du Conseil ou en dehors d'eux, qui porte le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale. Il peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les Actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la Société et de veiller à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Il vous sera également demandé, en conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société, de prendre acte de la poursuite des mandats des commissaires aux comptes titulaires en fonction pour la durée de leur mandat initialement fixée, à savoir :

- **le cabinet KPMG AUDIT** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;

- **le cabinet BMA** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

#### ❖ **Modifications statutaires spécifiques** (*deuxième résolution*)

Dans le cadre de ce projet, nous vous présenterons les projets de statuts qui régiraient la Société sous sa forme de Société anonyme à Conseil d'Administration (figurant en annexe), étant précisé qu'outre les modifications nécessaires aux adaptations dictées par ce mode de gestion, il vous sera proposé les modifications statutaires suivantes :

##### **1. Institution d'une obligation de déclarer des franchissements de seuils statutaires**

Afin de permettre à la Société de disposer d'une connaissance accrue de son actionnariat, il est vous est demandé d'introduire dans les statuts, conformément aux dispositions de l'article L233-7 III et VI du Code de Commerce, l'obligation de déclarer le franchissement, à la hausse ou à la baisse, du seuil de 1 % du capital ou des droits de vote ou tout multiple de cette fraction jusqu'au seuil de 5% inclus, étant précisé qu'à défaut une privation temporaire de droits de vote pourrait être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5 % du capital ou des droits de vote.

##### **2. Faculté d'accorder aux actionnaires une option pour le paiement du dividende en actions**

Afin de donner la faculté pour l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions, il est proposé d'introduire une clause spécifique dans les statuts, conformément aux dispositions de l'article L232-18 du Code de Commerce.

#### ❖ **Approbation de la nouvelle rédaction des statuts de la Société** (*troisième résolution*)

Il vous est proposé, en conséquence de l'adoption de la formule à Conseil d'Administration, d'adopter article par article, puis dans son ensemble, le nouveau texte des statuts (intégrant les changements inhérents à l'adoption du nouveau mode d'administration et de direction de la Société ainsi que les modifications spécifiques présentées ci-dessus), qui régira la Société si vous l'approuvez.

#### ❖ **Transfert au Conseil d'Administration des autorisations et délégations consenties par l'Assemblée Générale au Directoire** (*quatrième résolution*)

Il vous est proposé, en conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société et de l'adoption corrélatrice des nouveaux statuts, de constater que l'ensemble des délégations et autorisations consenties antérieurement par l'Assemblée générale au Directoire aux termes des résolutions visées ci-dessous, bénéficieraient désormais au Conseil d'Administration, pour leur durée restant à courir :

- L'autorisation à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L225-209 du Code de Commerce consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2020 dans le cadre de sa douzième résolution à caractère ordinaire ;
- La délégation de compétence pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise en application des articles L3332-18 et suivants du Code du Travail consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2019 dans le cadre de sa onzième résolution à caractère extraordinaire.

#### ❖ **Nomination des Administrateurs** (*cinquième à quatorzième résolutions*)

Ce changement de mode d'administration et de direction, entraînera la fin automatique des mandats de l'ensemble des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire et il vous sera alors proposé de nommer les Administrateurs suivants :

- pour une durée de six années chacun, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :
  - o Monsieur Jean-François CALMELS,

- Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON,
  - Madame Catherine MALLET,
  - Monsieur Jean-Louis PECH,
  - Madame Laura PECH,
- pour une durée de cinq années chacun, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :
- Monsieur Stanislas BAILLY,
  - Madame Catherine CASAMATTA,
  - Madame Carole GARCIA,
  - Monsieur Frédéric THRUM,
  - Madame Véronique VEDRINE.

### **Indépendance et parité**

Nous vous précisons que le Conseil de Surveillance considère que Carole GARCIA et Catherine CASAMATTA peuvent être qualifiées de membres indépendants au regard des critères d'indépendance du Code Middlednext, retenu par la Société comme code de référence en matière de gouvernement d'entreprise. A cet égard, il est notamment précisé qu'elles n'entretiennent aucune relation d'affaires avec le Groupe. Si ces propositions de nominations étaient approuvées, le Conseil d'Administration serait donc composé de deux membres indépendants, en conformité avec les recommandations du Code Middlednext.

Par ailleurs, si ces propositions de nominations étaient approuvées, le Conseil d'Administration serait composé de six femmes et quatre hommes. La proportion des Administrateurs de chaque sexe serait donc bien d'au moins 40 %, conformément à la réglementation.

### **Expertise, expérience, compétence et nombre d'actions**

Les informations concernant l'expertise et l'expérience des candidats sont détaillées dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 au paragraphe 7.3.1 p.149.

Les informations concernant le nombre d'actions détenues par les candidats sont détaillées dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 au paragraphe 7.1.3 p. 145.

Nous vous précisons que, conformément à la loi, le Conseil d'Administration procédera lors de sa première réunion, tenue à l'issue de l'Assemblée, à la désignation de son Président, et choisira la modalité d'exercice de la Direction Générale.

A titre informatif, nous vous précisons qu'il est, à ce stade, envisagé de cumuler les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, et de confier le rôle de Président Directeur Général à Monsieur Jean-Louis PECH.

Il est également envisagé de désigner, en qualité de Directeurs Généraux Délégués, Madame Catherine MALLET, Madame Marine CANDELON et Monsieur Jean-François CALMELS.

### **❖ Somme fixe annuelle à allouer aux membres du Conseil (quinzième résolution)**

Nous vous proposons de fixer la somme fixe annuelle à allouer au Conseil d'Administration à seize mille euros, pour l'exercice en cours et jusqu'à nouvelle décision.

Ce projet de changement de mode de gestion a été examiné et approuvé par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 21 septembre 2020 qui a établi son rapport à la prochaine Assemblée comprenant en annexe la politique de rémunération des mandataires sociaux.

Le Directoire vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE DIRECTOIRE

## 4. RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Le Directoire vous a convoqués en Assemblée Générale Mixte en vue notamment de soumettre à votre approbation le changement de mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration.

En conséquence, *il vous est demandé* de vous prononcer sur une nouvelle politique de rémunération des mandataires sociaux, tenant compte du nouveau mode d'administration et de direction de la Société qui vous est soumis. Ainsi, en application de l'article L225-37-2 du Code de Commerce, il vous est demandé d'approuver la politique de rémunération :

- du Président Directeur Général (*seizième résolution*),
- des Administrateurs (*dix-septième résolution*),

figurant en annexe du présent rapport.

Cette politique porte sur les seules rémunérations versées ou attribuées en raison du mandat social exercé au sein de la Société ACTIA Group. Il vous est rappelé que certains mandataires de la Société ACTIA Group perçoivent par ailleurs des rémunérations de la part de Société Anonyme LP2C, Société holding consolidante au titre des mandats qui sont exercés au niveau de LP2C et votées par le Conseil de Surveillance de cette dernière ; ces rémunérations ne sont donc pas versées au titre des mandats exercés au sein de la Société ACTIA Group. Pour une parfaite information, nous vous rappelons que, dans le cadre d'une convention d'assistance, LP2C facture au Groupe, et notamment à ACTIA Group, une partie des salaires versés, en raison de prestations techniques diverses qui sont détaillées au § 5.11.10 « Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées » du Document d'Enregistrement Universel 2019. Le solde correspond à son propre fonctionnement et reste à la charge de LP2C, selon la règle de répartition du temps de travail. Le détail des sommes facturées dans le cadre de la convention d'assistance est donné par nature de prestation au § Note 24.1 « Opérations avec les parties liées avec la Société Holding LP2C SA » des notes annexes aux comptes consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2019. Pour 2019, le montant facturé était de 1 581 k€, calculé, conformément à la convention, en fonction des coûts directs et indirects réellement engagés par LP2C majorés de 15 % ; la refacturation des prestations externes est, pour sa part, établie avec une marge de 3 % pour tenir compte des frais généraux de LP2C. Enfin, il est rappelé que Jean-François CALMELS perçoit une rémunération de la part d'ACTIA Telecom, au titre de son contrat de travail.

Par ailleurs, nous vous précisons *qu'en* conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société, il vous est demandé de prendre acte de la poursuite des mandats des Commissaires aux Comptes titulaires en fonction pour la durée de leur mandat initialement fixée, à savoir :

- **le cabinet KPMG AUDIT** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- **le cabinet BMA** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le Conseil de Surveillance vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions soumis à la prochaine Assemblée.

Le Conseil de surveillance

## Annexe

### Politique de rémunération des mandataires sociaux

En conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société, le Conseil de Surveillance a établi une politique de rémunération pour les mandataires sociaux de la Société sous sa nouvelle formule à Conseil d'Administration (à l'exception des Directeurs Généraux Délégués qui ne percevront pas de rémunération au titre de leur mandat social). Cette politique est conforme à l'intérêt social de la Société, contribue à sa pérennité et s'inscrit dans sa stratégie commerciale telle que décrite au paragraphe 5.5 « Stratégie » du Document d'Enregistrement Universel 2019.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée ou, en son absence, aux rémunérations ou aux pratiques existant au sein de la Société. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération si cette dérogation est temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération du Président Directeur Général sera réalisée par le Conseil d'administration. Il est précisé que le Président Directeur Général n'assistera pas aux délibérations du Conseil sur ces questions.

Dans le cadre du processus de décision suivi pour la détermination et la révision de la politique de rémunération, les conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la Société ont été prises en compte par le Conseil de Surveillance de la manière suivante : d'une manière générale, la partie fixe de la rémunération versée au Président Directeur Général d'ACTIA Group suivra l'évolution des salaires de la principale structure française, sauf année exceptionnelle. Si la situation du Groupe est trop tendue, l'augmentation de la rémunération du Président Directeur Général d'ACTIA Group sera alors inférieure, voire nulle. Les rémunérations sont régulièrement comparées avec celles pratiquées au sein du Groupe pour assurer une bonne cohérence.

Sous réserve de respecter les conditions ci-après définies, le Conseil d'Administration pourra déroger de façon temporaire à l'application de la politique de rémunération du Président Directeur Général conformément au deuxième alinéa du III de l'article L. 225-37-2 concernant les éléments de rémunération attribuables au Président Directeur Général. Le Conseil d'Administration vérifiera si cette dérogation est conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la société. Ces justifications seront portées à la connaissance des actionnaires dans le prochain rapport sur le gouvernement d'entreprise. Il est précisé que le Président Directeur Général n'assistera pas aux délibérations du Conseil d'Administration sur ces questions.

En l'absence de rémunération, d'engagements ou d'avantages attribuables aux Directeurs Généraux Délégués en raison de leur mandat dans la Société, aucune résolution n'est à soumettre à la prochaine Assemblée Générale en vue de l'approbation de la politique de rémunération les concernant.

#### **Politique de rémunération du Président Directeur général**

La politique de rémunération du Président Directeur Général, fixée par le Conseil de Surveillance est la suivante :

Les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordés au Président Directeur Général en raison de son mandat sont les suivants :

- Rémunération fixe : La partie fixe de la rémunération du Président Directeur Général de la Société est déterminée sur la base :
  - o du niveau de ses responsabilités et de la complexité y afférente ;
  - o de son expérience et de son expertise.
- Rémunération allouée au titre des fonctions d'administrateur : en sa qualité d'administrateur, le Président Directeur Général pourra percevoir une rémunération annuelle dont le montant sera arrêté par le Conseil selon les modalités de répartition fixées dans la politique de rémunération des administrateurs.

- Engagements : dans le cadre de l'exercice de son mandat, le Président Directeur Général ne bénéficie d'aucun contrat de travail, indemnités de départ, indemnités relatives à une clause de non concurrence, régime de retraite supplémentaire ou autres indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de ses fonctions.

### **Politique de rémunération des administrateurs**

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de fixer l'enveloppe globale de rémunération des membres du Conseil d'Administration à la somme fixe annuelle de seize mille euros, valable pour l'exercice en cours jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

En conséquence, il est prévu dans le cadre de la présente politique que les administrateurs pourront percevoir une rémunération annuelle dont la répartition entre les membres sera arrêtée par le Conseil et prendra en compte l'assiduité des administrateurs et, le cas échéant, le temps qu'ils consacrent à leur fonction, y compris l'éventuelle présence à des comités

### **Informations sur les mandats et contrats de travail et/ou de prestations de services des mandataires sociaux passés avec la Société**

La durée des fonctions des Administrateurs est de six années. Par exception, et afin de permettre exclusivement la mise en œuvre ou le maintien de l'échelonnement des mandats, l'Assemblée Générale Ordinaire pourra nommer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration pour une durée de cinq années.

A cet égard, il est précisé qu'il sera proposé à la prochaine Assemblée de nommer les administrateurs suivants :

- pour une durée de six années chacun, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :
  - o Monsieur Jean-François CALMELS,
  - o Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON,
  - o Madame Catherine MALLET,
  - o Monsieur Jean-Louis PECH,
  - o Madame Laura PECH,
- pour une durée de cinq années chacun, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :
  - o Monsieur Stanislas BAILLY,
  - o Madame Catherine CASAMATTA,
  - o Madame Carole GARCIA,
  - o Monsieur Frédéric THRUM,
  - o Madame Véronique VEDRINE.



## 5. INFORMATION RELATIVE AU NOMBRE TOTAL DE DROITS DE VOTE ET D'ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL

Article R225-73-1 du Code de Commerce

DATE	Nombre total d'actions composant le Capital Social	Nombre total de Droits De Vote
25 septembre 2020	20.099.941	Total brut de droits de vote : 32 219 927
		Total net* de droits de vote : 32 202 595

\*Total net = nombre total de droits de vote attachés au nombre total d'actions - actions privées de droit de vote (auto détention).



## 6. AVIS PREALABLE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 OCTOBRE 2020

25 septembre 2020

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

Bulletin n°116

### **Avis de convocation / avis de réunion**

---

2004103

Page 1

**ACTIA Group**  
**SA à Directoire et Conseil de Surveillance**  
**au Capital de 15.074.955,75 Euros**  
**Siège Social : 5, rue Jorge Semprun 31400 TOULOUSE**  
**RCS TOULOUSE : 542 080 791**

**Avis préalable à l'Assemblée Générale Mixte du 30 octobre 2020**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont informés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le 30 octobre 2020 à 13 heures 30, au Siège Social (\*).

(\*) Avertissement – COVID-19 : Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, les modalités d'organisation et de participation des Actionnaires à l'Assemblée Générale devant se tenir le 30 octobre 2020 sont aménagées.

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance 2020-321 du 25 mars 2020 prorogée par le décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020, prise dans le cadre de l'habilitation conférée par la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 n° 2020-290 du 23 mars 2020, l'Assemblée Générale Mixte de la Société du 30 octobre 2020, sur décision du Directoire, se tiendra sans que les Actionnaires et les autres personnes ayant le droit d'y assister ne soient présents, que ce soit physiquement ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Les Actionnaires pourront voter par correspondance ou donner pouvoir, en utilisant le formulaire de vote prévu à cet effet disponible dans la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale sur le site de la Société. Ces moyens de participation mis à la disposition des Actionnaires sont désormais les seuls possibles.

Les Actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale sur le site de la Société [www.actia.com](http://www.actia.com).

Dans le cadre de la relation entre la Société et ses Actionnaires, la Société les invite fortement à privilégier la transmission de toutes leurs demandes et documents par voie électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr)

L'Assemblée Générale est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

**Ordre du jour**

**I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

- ❖ Changement de mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration,
- ❖ Modifications statutaires spécifiques,
- ❖ Approbation de la nouvelle rédaction des Statuts de la Société,
- ❖ Transfert au Conseil d'Administration des autorisations et délégations consenties par l'Assemblée Générale au Directoire,

**II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

- ❖ Nomination de Monsieur Stanislas BAILLY en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Jean-François CALMELS en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Catherine CASAMATTA en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Carole GARCIA en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Catherine MALLET en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Jean-Louis PECH en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Laura PECH en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Monsieur Frédéric THRUM en qualité d'Administrateur,
- ❖ Nomination de Madame Véronique VEDRINE en qualité d'Administrateur,
- ❖ Somme fixe annuelle à allouer aux membres du conseil,
- ❖ Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général,
- ❖ Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration,
- ❖ Pouvoirs pour les formalités.

---

**Texte des projets de résolutions**

---

**I DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE****PREMIERE RESOLUTION - CHANGEMENT DE MODE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE LA SOCIETE PAR ADOPTION DE LA FORMULE A CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de modifier, à compter de ce jour, le mode d'administration et de direction de la Société par adoption de la formule à Conseil d'Administration, régie par les articles L225-17 à L225-56 du Code de Commerce.

En conséquence, l'Assemblée Générale constate la cessation, de plein droit, des mandats de l'ensemble des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance (y compris celui représentant les salariés).

L'Assemblée Générale prend acte de la poursuite des mandats des Commissaires aux Comptes titulaires en fonction pour la durée de leur mandat initialement fixée, à savoir :

- **le cabinet KPMG AUDIT** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2024 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- **le cabinet BMA** jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**DEUXIEME RESOLUTION – MODIFICATIONS STATUTAIRES SPECIFIQUES**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide :

- ❖ **De prévoir l'obligation de déclarer des franchissements de seuils statutaires**

- D'introduire dans les Statuts, conformément aux dispositions de l'article L233-7 III et VI du Code de Commerce, l'obligation de déclarer le franchissement, à la hausse ou à la baisse, du seuil de 1% du capital ou des droits de vote ou tout multiple de cette fraction jusqu'au seuil de 5% inclus, étant précisé qu'à défaut une privation temporaire de droits de vote pourrait être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ;
- D'insérer les paragraphes suivants à la fin de l'article 8.3 des nouveaux projets de Statuts (dont l'adoption fait l'objet de la résolution suivante) :

*« En outre, toute personne physique ou morale qui, seule ou de concert, vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à 1 % du capital ou des droits de vote ou un multiple de cette fraction jusqu'au seuil de 5 % inclus, est tenue d'informer par lettre recommandée avec accusé de réception la Société dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, du nombre d'actions, de valeurs mobilières donnant accès au capital et des droits de vote qui y sont attachés, qu'elle détient. Pour l'application de cette obligation statutaire, les seuils de participation sont déterminés dans les mêmes conditions que les seuils de participation légaux. »*

*En cas de non-respect de l'obligation statutaire, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital social. »*

❖ **De prévoir la faculté d'accorder aux actionnaires une option pour le paiement du dividende en actions**

- D'introduire dans les Statuts, conformément aux dispositions de l'article L232-18 du Code de Commerce, la faculté pour l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions ;
- D'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'article 18 des nouveaux projets de Statuts (dont l'adoption fait l'objet de la résolution suivante) :

*« L'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions. »*

**TROISIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA NOUVELLE REDACTION DES STATUTS DE LA SOCIETE**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du texte des nouveaux projets de Statuts, et en conséquence de la première résolution relative à l'adoption de la formule à Conseil d'Administration, adopte article par article, puis dans son ensemble, le nouveau texte des Statuts (intégrant les changements inhérents à l'adoption du nouveau mode d'administration et de direction de la Société ainsi que les modifications spécifiques approuvées aux termes de la seconde résolution), qui régira la Société à compter de ce jour, et dont un exemplaire est annexé.

**QUATRIEME RESOLUTION - TRANSFERT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES AUTORISATIONS ET DELEGATIONS CONSENTIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE**

L'Assemblée Générale, en conséquence du changement de mode d'administration et de direction de la Société et de l'adoption corrélative des nouveaux Statuts faisant l'objet des première et troisième résolutions, constate que l'ensemble des délégations et autorisations



consenties antérieurement par l'Assemblée Générale au Directoire aux termes des résolutions visées ci-dessous, bénéficieront désormais au Conseil d'Administration, pour leur durée restant à courir :

- L'autorisation à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L225-209 du Code de Commerce, qui deviendra l'article L22-10-62 du Code de Commerce, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2020 dans le cadre de sa douzième résolution à caractère ordinaire ;
- La délégation de compétence pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise en application des articles L3332-18 et suivants du Code du Travail consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2019 dans le cadre de sa onzième résolution à caractère extraordinaire.

## II DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

### **CINQUIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR STANISLAS BAILLY EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Stanislas BAILLY en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

### **SIXIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS CALMELS EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jean-François CALMELS en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### **SEPTIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME MARINE CANDELON-BONNEMAISON EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Marine CANDELON-BONNEMAISON en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

### **HUITIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME CATHERINE CASAMATTA EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Catherine CASAMATTA en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

### **NEUVIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME CAROLE GARCIA EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Carole GARCIA en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

**DIXIEME RESOLUTION – NOMINATION DE MADAME CATHERINE MALLET EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Catherine MALLET en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**ONZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR JEAN-LOUIS PECH EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jean-Louis PECH en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**DOUZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MADAME LAURA PECH EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Laura PECH en qualité d'Administrateur, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**TREIZIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR FREDERIC THRUM EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Frédéric THRUM en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

**QUATORZIEME RESOLUTION – NOMINATION DE MADAME VERONIQUE VEDRINE EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de nommer Madame Véronique VEDRINE en qualité d'Administrateur, pour une durée de cinq années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, afin de mettre en place un échelonnement des mandats conformément à l'article 12.2 des Statuts.

**QUINZIEME RESOLUTION - SOMME FIXE ANNUELLE A ALLOUER AUX MEMBRES DU CONSEIL**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de fixer la somme fixe annuelle à allouer au Conseil d'Administration à seize mille (16 000) euros.

Cette décision applicable à l'exercice en cours sera maintenue jusqu'à nouvelle décision.

**SEIZIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-37-2 du Code de Commerce, approuve la politique de rémunération du Président Directeur général présentée dans le rapport du Conseil de surveillance.

**DIX-SEPTIEME RESOLUTION - APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Sous réserve de l'adoption des première et troisième résolutions de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L225-37-2 du Code de Commerce, approuve la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration présentée dans le rapport du Conseil de surveillance.

**DIX-HUITIEME RESOLUTION - POUVOIRS POUR LES FORMALITES**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

---

L'Assemblée Générale se compose de tous les Actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les Actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 28 octobre 2020 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

**Modalités particulières de « participation » à l'Assemblée Générale dans le contexte de crise sanitaire**

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance 2020-321 du 25 mars 2020 prorogée par le décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020, prise dans le cadre de l'habilitation conférée par la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 n° 2020-290 du 23 mars 2020, l'Assemblée Générale Mixte de la Société du 30 octobre 2020, sur décision du Directoire, se tiendra sans que les Actionnaires et les autres personnes ayant le droit d'y assister ne soient présents, que ce soit physiquement ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

En conséquence, les Actionnaires ne pourront pas assister à l'Assemblée Générale physiquement.

Les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à la personne de leur choix dans les conditions de l'article L225-106 du Code de Commerce (mandat à un tiers), étant précisé que, dans ce cas, le mandataire devra voter par correspondance au titre de ce pouvoir ;
- b) Adresser une procuration à la Société sans indication de mandat (pouvoir au Président) ;
- c) Voter par correspondance.



Les Actionnaires pourront voter par correspondance ou donner pouvoir, en utilisant le formulaire de vote prévu à cet effet. Ces moyens de participation mis à la disposition des Actionnaires sont désormais les seuls possibles.

L'Actionnaire au nominatif inscrit depuis un mois au moins à la date de l'avis de convocation recevra la brochure de convocation accompagnée d'un formulaire unique par courrier postal.

Au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée, le formulaire unique de vote par correspondance et de pouvoir sera mis en ligne sur le site de la Société ([www.actia.com](http://www.actia.com)).

A compter de la convocation, les Actionnaires pourront demander par écrit à leur teneur de compte de leur adresser ledit formulaire. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Le formulaire unique de vote par correspondance ou de pouvoir devra être renvoyé, accompagné pour les Actionnaires au porteur de leur attestation de participation. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu au Siège Social de la Société ou à l'adresse électronique [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) au plus tard le 26 octobre 2020.

Les mandats à un tiers peuvent valablement parvenir aux services de la Société au Siège social par voie électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) jusqu'au quatrième jour précédant la date de l'Assemblée Générale, à savoir au plus tard le 26 octobre 2020.

Le mandataire ne pourra assister physiquement à l'Assemblée. Il devra nécessairement adresser ses instructions pour l'exercice des mandats dont il dispose, à la Société par voie électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr), via le formulaire sous la forme d'un vote par correspondance, au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'assemblée, à savoir au plus tard le 26 octobre 2020.

Un actionnaire qui aurait déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut choisir un autre mode de participation à l'Assemblée sous réserve que son instruction en ce sens dans des délais compatibles avec les règles relatives à chaque mode de participation à la Société. Les précédentes instructions reçues sont alors révoquées.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les Actionnaires doivent être envoyées de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) ou au Siège Social, de façon à être reçues au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolution, assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R225-83 du Code de Commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'Administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R225-71 du Code de Commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la Société.

Le texte des projets de résolution présentés par les Actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, sans délai, sur le site de la Société ([www.actia.com](http://www.actia.com)).

Les documents préparatoires à l'Assemblée énoncés par l'article R225-73-1 du Code de Commerce seront mis en ligne sur le site internet de la Société ([www.actia.com](http://www.actia.com)) au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée Générale.

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée conformément notamment aux articles L225-115 et R225-83 du Code de Commerce seront mis à disposition sur le site internet de la Société ([www.actia.com](http://www.actia.com)) ou adressé aux Actionnaires sur demande à l'adresse mail : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr).

Par ailleurs, à compter de la convocation, les Actionnaires pourront demander à la Société de leur adresser les documents et renseignements mentionnés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de Commerce, jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, de préférence par courrier électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) (ou par courrier au Siège Social de la Société). Dans ce cadre, vous êtes invités à faire part dans votre demande de l'adresse électronique à laquelle ces documents pourront vous être adressés afin que nous puissions valablement vous adresser lesdits documents par mail conformément à l'article 3 de l'Ordonnance précitée. Les Actionnaires au porteur devront justifier de cette qualité par la transmission d'une attestation d'inscription dans les comptes.

A compter de la mise à disposition des Actionnaires des documents préparatoires et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le 26 octobre 2020, tout Actionnaire pourra adresser au Président du Directoire de la Société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R225-84 du Code de Commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) (ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Siège Social). Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Directoire

## 7. NOTICE DE REMPLISSAGE DU FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE

### Assemblée Générale à huis-clos

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance 2020-321 du 25 mars 2020 prorogée par le décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020 prise dans le cadre de l'habilitation conférée par la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 n° 2020-290 du 23 mars 2020, l'Assemblée Générale Mixte de la Société du 30 octobre 2020, sur décision du Directoire, se tiendra sans que les Actionnaires et les autres personnes ayant le droit d'y assister ne soient présents, que ce soit physiquement ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

### Traitement des abstentions

La loi n°2019-744 du 19 juillet 2019 a modifié les règles applicables au calcul des voix exprimées en Assemblées Générales d'actionnaires : alors que les abstentions étaient auparavant considérées comme des votes négatifs, celles-ci sont désormais exclues des votes exprimés et ne sont ainsi plus prises en compte dans la base de calcul de la majorité requise pour l'adoption des résolutions. Le formulaire a en conséquence été modifié afin de permettre à l'actionnaire d'exprimer de manière distincte un vote négatif ou une abstention sur les différentes résolutions soumises à l'Assemblée.

### ETAPE 1 – Choisissez votre mode de participation

#### ❖ Absence de participation physique

**Les Actionnaires ne pourront assister physiquement à la prochaine Assemblée. Il n'est donc pas possible d'opter pour une participation physique. Nous vous invitons donc à ne pas noircir la case « Je désire assister à cette Assemblée. »**

#### ❖ Pouvoir à une personne dénommée

Les Actionnaires pourront choisir de donner mandat à la personne de leur choix en **noircissant la case « Je donne pouvoir à » et en indiquant l'identité de leur mandataire.**

Pour être pris en compte, les mandats doivent parvenir jusqu'au quatrième jour précédant la date de l'Assemblée Générale.

**Le mandataire ne pourra représenter physiquement l'actionnaire à l'Assemblée.** Le mandataire devra alors adresser ses instructions pour l'exercice des mandats dont il dispose sous la forme du formulaire de vote par correspondance (cf ci-dessous) à l'adresse électronique suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'Assemblée. Le formulaire devra porter les nom, prénom et adresse du mandataire, la mention « En qualité de mandataire de [en précisant l'identité de l'actionnaire qu'il représente] ».

#### ❖ Vous désirez voter par correspondance

#### Concernant les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

- Pour voter OUI à une résolution, laissez vide la case du numéro correspondant à cette résolution
- Pour voter NON à une résolution, noircissez la case « Non » du numéro correspondant à cette résolution
- Pour vous ABSTENIR, noircissez la case « Abs. » du numéro correspondant à cette résolution

#### Concernant les amendements ou résolutions nouvelles qui pourraient être déposées :

A défaut de choix pour l'une des modalités ci-après, votre vote sera considéré comme négatif. Si vous ne souhaitez pas émettre un vote négatif, vous pouvez au choix :

- soit donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale,
- soit vous abstenir.

En revanche, il n'est pas possible de donner pouvoir à une personne nommément désignée.

❖ **Vous désirez donner pouvoir au Président de l'Assemblée**

**Pour donner pouvoir au président qui vous représentera à l'Assemblée, noircissez la case « Je donne Pouvoir au Président de l'Assemblée Générale »**

Pour tout pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L225-106 du Code de Commerce, celui-ci émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

**ETAPE 2 – Remplissez vos coordonnées**

**Inscrivez** vos **nom, prénom** et **adresse** ou vérifiez-les s'ils y figurent. *(cf ci-dessus pour le cas particulier du mandataire qui adresse un vote par correspondance)*

Aucune modification de coordonnées ne peut être transmise via le formulaire

**ETAPE 3 – Pour les actionnaires au porteur, il convient de vous rapprocher de votre teneur de compte (pour qu'il joigne une attestation d'inscription en compte)**

**ETAPE 4 – Date et signature**

Quel que soit votre choix, **datez** et **signez** le formulaire

## **8. FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION**

CF EN ANNEXE DU PRESENT DOCUMENT

## 9. DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

#### ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 OCTOBRE 2020

Je soussigné (e) :

Nom et Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

Propriétaire de : \_\_\_\_\_ action(s) sous la forme :

- nominative \_\_\_\_\_
- au porteur, inscrites en compte chez (1) : \_\_\_\_\_

Il est joint à la présente demande une attestation d'inscription dans les comptes de titres au porteur.

Demande que me soient adressés les documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code de Commerce et se rapportant à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société ACTIA Group convoquée pour le 30 octobre 2020.

A \_\_\_\_\_,  
Le \_\_\_\_\_ 2020  
(Signature)

A retourner de préférence à l'adresse électronique suivante : [contact.investisseurs@actia.fr](mailto:contact.investisseurs@actia.fr) ou pour courrier postal au Siège Social de la Société.

#### Note importante :

Dans le contexte actuel du Covid-19 et compte tenu des restrictions actuelles à la circulation, des difficultés peuvent être rencontrées s'agissant des envois postaux. Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, la communication des documents pourra valablement vous être faite par voie électronique dès lors que vous avez renseigné votre adresse électronique pour cette transmission.

(1) Indication de la banque, de l'établissement financier ou du courtier en ligne, etc. teneur de compte (le demandeur doit justifier de sa qualité d'actionnaire par l'envoi d'une attestation de détention délivrée par l'intermédiaire habilité).